



BULLETIN N° 9

Mars - Avril 1984

Université Panthéon-Sorbonne

LA LETTRE DU PRESIDENT

*Chères Collègues,
Chers Collègues,*

L'éditorial de ce numéro 9 de notre Bulletin bimestriel d'information de l'université Paris I Panthéon-Sorbonne me permet d'aborder deux têtes de chapitres fort diverses mais particulièrement encourageantes.

La première concerne, naturellement, l'affirmation éclatante, par l'extérieur, de notre image de marque.

Depuis deux ans, l'hebdomadaire *l'Express*, en collaboration avec le mensuel *l'Etudiant*, s'efforce de classer, selon des critères certes souvent discutables (mais comment pourraient-ils ne pas l'être ?) l'ensemble des universités françaises.

Nous étions au 10^e rang en 1982, nous passons au 3^e pour 1983-1984, derrière les deux universités scientifiques de Grenoble et de Toulouse. Cela veut dire en clair que les médias nous considèrent donc comme la première université de la Région Parisienne, la première université de France en Sciences Humaines, en Sciences Juridiques et Politiques, en Sciences Economiques ! Et je ne peux m'empêcher de citer ici les auteurs de l'enquête :

"... L'exemple de Paris I Panthéon-Sorbonne, médaille de bronze aux Jeux Olympiques Universitaires, montre que les universités scientifiques ne sont pas les seules à pouvoir prétendre au podium. Cette université parisienne, pour un tiers littéraire et, pour le reste, consacrée au droit et aux sciences économiques, est la plus grosse de France. Comme quoi le gigantisme n'est pas un obstacle rédhibitoire à la qualité et au dynamisme".

Qualité, dynamisme... Cette appréciation singulièrement positive, reflétant le travail des personnels administratifs et enseignants et la réussite de nombre de nos étudiants, constitue une vive satisfaction, qui rejaillit sur toute notre communauté universitaire, et le meilleur des encouragements pour le proche et moyen terme.

Paradoxalement en apparence, mon second motif actuel d'optimisme est relatif... à notre situation financière !

Entendons nous bien. Eu égard à l'extrême modestie de nos moyens, face à une subvention stagnante en francs courants, en diminution relative par rapport aux années passées, une subvention notoirement insuffisante, comme le soulignaient avec force le rapport de l'Inspection Générale et celui de la Cour des Comptes, on ne pouvait guère attendre de miracle. Et pourtant ! Le bilan définitif de l'année 1983 est particulièrement éloquent :

- Un déficit réel de - 7 % par rapport à l'ensemble de nos subventions... un chiffre aisément comparable et à l'évolution de ces dernières, et au taux général d'inflation, de l'ordre de 9 % ;

- Un déficit cumulé augmentant, pour l'ensemble de l'année 1983, de 886 000 F, soit quelques 6,2 % de l'ensemble de la masse budgétaire concernée, contre plus de 11 % pour l'année précédente.

Bref, le résultat le plus satisfaisant des 5 dernières années, dans le contexte économique le plus difficile.

Nous avons notamment maîtrisé définitivement quelques secteurs traditionnellement délicats de notre gestion, par exemple les dépenses de reprographie (491 000 F contre 740 000 F inscrits au budget) grâce à la compréhension des enseignants, à la réorganisation du service, à l'évolution technologique... et les dépenses de fournitures (177 000 F, pour 260 000 F inscrits au budget).

En outre, grâce aux ouvriers d'entretien de notre Université, qui ont pris en charge ce qu'on faisait faire par l'extérieur, le chapitre "entretien des bâtiments" se solde par des dépenses de l'ordre de 197 000 F ... pour 350 000 F inscrits au budget prévisionnel.

Il reste toutefois de très gros "points noirs" :

- Les deux premiers, le chauffage et l'éclairage, sont difficilement maîtrisables. Nous sommes bien évidemment tributaires, en dépit de sensibles économies, des prix décidés par nos fournisseurs. Ils ont, comme vous le savez, beaucoup progressé ces derniers temps.

- Le dernier, en revanche, m'inquiète : le téléphone ! Il n'est pas du tout admissible que près de 60 % du déficit total de l'année concerne directement le chapitre "dépenses téléphoniques" du seul Centre Pierre Mendès France ! Je vais donc, et je suis pleinement persuadé que notre communauté toute entière appuiera cette décision, être amené à prendre des mesures destinées à réduire rapidement cette source de difficultés.

Cela étant, nous venons de démontrer grâce à vos efforts, et sous réserve de persévérer, que le reproche relatif à la maîtrise de notre gestion, était largement périmé.

Je vous en remercie très vivement.



Jacques SOPPELSA

LA VIE DE L'UNIVERSITE

Les Etudiants

SITUATION DES INSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES A LA DATE DU 16 MARS 1984
(doubles inscriptions comprises).

	1ère ANNEE			2ème CYCLE			3ème CYCLE	PREPARATIONS aux CONCOURS PREPARATIONS DIVERSES	TOTAL	
	1ère ANNEE	2ème ANNEE	TOTAL	1ère ANNEE	2ème ANNEE	TOTAL				
SCIENTIF. JURIDIQUES	01	246	195	441	205	116	321	278	97	1 137
	05	620	542	1162	603	511	1114	749	818	3 843
	07 Droit	305	172	477	130	208	338	625	139	1 579
	11	254	147	401	54	254	308	464		1 173
	12 Droit	51	77	128	51	151	202	161	152	
	TOTAL DROIT	1476	1133	2609	1043	1240	2283			1 227
	12 A.E.S.	247	138	385	97	71	168			
12 S.S.A.T.	-	-	-	17	14	31				
TOTAL	1723	1271	2994	1157	1325	2482	2277	1206	8 959	
SCIENTIF. ECONOMIQUES	01	875	514	1389	486	338	824	674	296	3 401
	02 MASS	188	21	209	9	-	9	-		
	06	984	498	1482	481	252	733	396	92	2 703
	02 RIO	325	66	391	237	215	452	335	33	1 211
	TOTAL	2372	1099	3471	1213	805	2018	1405	421	7 315
SCIENTIF. HUMAINES	01	399	332	731	645	478	1123	587		2 441
	05	713	438	1151	436	516	952	305	303	2 711
	08	153	92	245	133	102	235	436	53	969
	09	599	395	994	572	431	1003	772	425	3 194
	10	229	209	438	247	220	467	719	213	1 837
	TOTAL	2093	1466	3559	2023	1747	3780	2819	994	11 152
CAPAITE EN DROIT	1086	143	1229							1 229
Instituts Cf. tableau annexe.				38	103	141	2515			2 656
TOTAL GENERAL	7274	3979	11 253	4441	3980	8421	9016	2621		31 311
DETD Enseignement du 1 ^{er} Degré	299	559	858							858
										32 169

REPARTITION DES INSCRIPTIONS DANS LES INSTITUTS

	2e cycle	3e cycle	TOTAL
UER 13 (IAE)	-	1 565	1 565
UER 14 (IDP)	54	87	141
UER 15 (IEDES)	-	687	687
UER 16 (ISST)	-	45	45
UER 20 (CEP)	-	131	131
UER 21 (CEST)	87	-	87
Total	141	2 515	2 656

Le Personnel enseignant

NOMINATIONS AU CONSEIL SUPERIEUR DES UNIVERSITES

Par arrêté du ministre de l'Education Nationale en date du 1er mars 1984
(J.O. du 8 mars 1984) sont nommés membres du Conseil Supérieur des Universités

Section	Collège I	Collège II
01 Droit privé et Sciences Criminelles	MM. <u>AUBERT J.L.</u> , FARJAT G., <u>NORMAND J.</u>	Mme FILLAUD M.,ép.POULNAIS, Melle KOURILSKY C., M. LE GUIDEC R.
02 Droit Public	MM. GUIBAL M., MAZERES J., SAVY R.,	M. GERMAIN J., Mme JOUY M. ép.PAUTI, M.NEMERY J.C.
03 Histoire du Droit et des Institutions	MM. BART J., BRAUN P..	MM. <u>MULLIEZ J.</u> , PERTUE M.
04 Science Politique	MM. GAXIE D., MENY Y.	MM. LOUBET DEL BAYLE J.L., PALARD J.
05 Science Economique	MM. BOYER R., DALOZ J.P., LLAU P.	MM. ARROUS J., HAMON H., VIANES A.
06 Sciences de Gestion	MM. MARCHESNAY M., PEROCHON C., <u>TRIOLAIRE G.</u>	M. GIRIN J., Mme PILVERDIER ép.LATREYTE, M.SCHEID J.C.
17 Philosophie	MM. <u>BOUVERESSE J.</u> , HOUZEL C.	MM. RECANATI F., RENAUT A.
18 Arts Plastiques	Mme BOUDON E.ép. ANDREANI, <u>M. TEYSSEDE B.</u>	MM. FLECNIAKOSKA J.L., <u>PAUDRAT J.L.</u>
19 Sociologie Démographie	MM. MAURICE M., VERRET M.	MM.GRAFMEYER Y., <u>HAUBERT M.</u>

Section	Collège I	Collège II
72 Epistémologie Histoire des Sciences et des Techniques	MM. PATY M., <u>RASHED R.</u> , <u>ROGER J.</u> , SIMON G.	M. JURDANT B.
20 Anthropologie Ethnologie Préhistoire	MM. AUGÉ M., GUILAINE J.	M. LAMAISON P., Mme MATRAS ép. TROUBETSKOY J.
21.01 Histoire et Archéologie des mondes anciens	Mme CORBIER M., M. FEVRIER P.	MM. GUYON J., HANOUNE R.
21.02 Histoire et Archéologie des Mondes Médiévaux	Melle DEMIANS d'ARCHIMBAUD M. VAUCHEZ A.	MM. GALINIE H., GUICHARD P.
21.03 Histoire des mondes modernes	MM. BENNASSAR B., <u>JACQUART J.</u>	Mmes FARGE A., MOREL M.F.
21.04 Histoire du monde contemporain	M. MILZA P.	Melle BRELOT C., M. MONIOT H.
21.05 Histoire de l'Art Histoire de la Musique	MM. CORBIN A. <u>LEBOT M.</u>	Mme <u>LEVAILLANT F.</u> ép. <u>WILL</u>
22.01 Géographie physique	Mme <u>RAFFY J.</u>	M. THOMAS Y.F.
22.02 Géographie humaine, économique et régionale	MM. BATAILLON C., NONN H.	M. BRUN J., Melle LE BERRE M.
22.03 Aménagement de l'espace	M. JALABERT G.	M. JOLY J.
23.04 Modernisation. Calcul scientifique, Statis- tique	MM. JACOD J., LIONS P.L., NEDELEC J.C., RAOULT J.P.	M. AUBERT G., FORT G., PERRONNET A., Mme THIVENT C. ép. COCOZZA.

PARTICIPATION AUX CONGRES INTERNATIONAUX : Modalites d'attribution d'aides financières

(Circulaire du Ministère des Relations Extérieures (Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques en date du 31 janvier).

Le Ministère des Relations Extérieures (Direction de la Coopération scientifique et technique) intervient de deux manières pour financer les déplacements des chercheurs à l'occasion de rencontres scientifiques internationales

- soit par l'intermédiaire de certains organismes tels que les Comités de l'Académie des Sciences, le CNRS, etc., recevant une subvention globale annuelle (fixée sur présentation de leur programme) qu'elles ont pour charge de répartir suivant leurs propres critères et de justifier à posteriori.

- soit directement, en réponse à des demandes individuelles (parfois, ces actions individuelles sont regroupées à l'occasion d'un congrès déterminé et une dotation globale est versée à l'association organisant la délégation française).

L'ensemble de ces opérations est coordonné par le "Comité Permanent des Congrès", instance de haut niveau formé de représentants des organismes directement intéressés par les relations scientifiques internationales françaises et qui se réunit à la fin de chaque année civile. A cette occasion, il prend connaissance du bilan de l'année écoulée et débat des questions d'ordre général relatives à la politique de représentation de la communauté scientifique nationale dans les manifestations à l'étranger.

En outre, il propose des experts qui, au cours de l'année suivante, constitueront les groupes d'évaluation effectuant la sélection des dossiers présentés à titre individuel (les possibilités financières permettent, en effet, de ne retenir qu'environ 30 % des demandes reçues).

Ces groupes sont au nombre de quatre :

Groupe n° 1 : Sciences fondamentales (Mathématiques, Physique, Chimie...)

Groupe n° 2 : Sciences de la vie (Biologie, Médecine)

Groupe n° 3 : Sciences du milieu (Terre, Océan, Espace, Environnement...)

Groupe n° 4 : Sciences appliquées. Technologie.

Ils se réunissent quatre fois par an.

Mi-février. Manifestations prévues au cours du deuxième trimestre. Les dossiers doivent être parvenus, complets, avant le 1er février.

Mi-avril. { Manifestations prévues au cours des troisième et quatrième trimestres.
Mi-juin. { Les dossiers examinés sont ceux qui sont arrivés, complets, avant le 1er avril et avant le 1er juin.

Mi-novembre. Manifestations prévues au cours du premier trimestre de l'année suivante. Les dossiers doivent être parvenus, complets, avant le 1er novembre.

Le mandat des experts est limité à un an. Pendant cette période, ils s'engagent à ne pas solliciter d'aide du Ministère des Relations Extérieures pour eux-mêmes ou des membres de leur laboratoire. Afin qu'ils puissent exercer leur rôle en toute indépendance, leurs noms ne sont pas publiés.

Nota : Les formulaires à remplir, ainsi que toutes informations complémentaires sont à demander à : Ministère des Relations Extérieures Bureau des Congrès
 34, rue la Pérouse (Bureau n° 414 - 4e étage) 75016 - Paris
 Tél. 502.14.23 poste 4758, 4967, 4457
 Monsieur BONNET, Madame SCIORTINO, Madame BEDRANE.

RESULTATS DES ELECTIONS DE 1984 AU COMITE TECHNIQUE PARITAIRE DES PERSONNELS
ENSEIGNANTS TITULAIRES ET STAGIAIRES DE STATUT UNIVERSITAIRE.

COMPARAISON ELECTIONS C.T.P. - 1982/1984.

	1982	1984
- Nombre d'électeurs	25 044	29 010
- Nombre de votants	12 345	12 671
- Bulletins blancs ou nuls	2 541	833
- % bulletins blancs ou nuls par rapport		
- aux inscrits.....	- 10 %	- 2,86 %
- aux votants.....	- 20 %	- 6,57 %
- Suffrages valablement exprimés	9 824	11 838
- % suffrages exprimés par rapport aux inscrits :	39 %	40,80 %
: Suffrages obtenus	4 440	2 830
: % suffrages par rapport aux inscrits	17,7 %	9,75 %
SGEN - CPDT		
: % suffrages par rapport aux suffrages exprimés	45,2 %	23,90 %
: Nombre de sièges	7	4
: Suffrages obtenus	5 384	4 769
: % suffrages par rapport aux inscrits	21,3 %	16,43 %
SNE-Sup		
: % suffrages par rapport aux suffrages exprimés	54,8 %	40,28 %
: Nombre de sièges	8	6
: Suffrages obtenus		4 239
: % suffrages par rapport aux inscrits		14,61 %
SNEPREES/FO		
: % suffrages par rapport aux suffrages exprimés		35,80 %
: Nombre de sièges		5

MOUVEMENTS DES ENSEIGNANTS A PARIS I

Nominations en qualité de Professeurs

Ont été affectés en qualité de professeurs à l'université de Paris I :

Section droit privé : M. Jean-Luc AUBERT (décret du 24 février 1984 ; J.O. du 2 mars 1984).

sciences de gestion : M. Dimitri WEISS (décret du 24 février 1984 ; J.O. du 2 mars 1984).

sciences historiques : Révolution française et Empire : M. Michel VOVELLE (décret du 12 décembre 1983 ; J.O. du 17 décembre 1983).

sciences historiques : Histoire des relations internationales : M. René GIRAULT (décret du 12 décembre 1983 ; J.O. du 17 décembre 1983).

mathématiques appliquées à l'économie : M. Bernard CORNET (décret du 2 avril 1984, J.O. du 10 avril 1984).

histoire de l'Art contemporain : Mme Fanette ROCHE (décret du 9 février 1984, J.O. du 18 février 1984).

histoire de l'Afrique : Mme Claude PERROT (décret du 9 février 1984 ; J.O. du 18 février 1984).

Nominations en qualité de Maîtres-Assistants

Sont nommés en qualité de Maîtres-Assistants

droit privé : Mme HEBERT-THIETART Sylvie
M. COEURET Alain (Paris 12)
Mme LAUTOUR Huguette (Paris 2)

histoire du droit : M. STEPHANIDES Georges

sciences de gestion : Mme LAMMENS Monique

science politique : M. DAMAMME Dominique, Mme DESOUCHES Christine.

philosophie DEUG instituteur : M. LORAUX Patrice

histoire médiévale : M. RIPPE Gérard

archéologie médiévale : Mme JOLIVET-LEVY Catherine

histoire moderne : Melle BRUNEL Françoise

histoire contemporaine : M. Jean-Louis ROBERT, M. Jacques PORTES

mathématiques appliquées à l'économie : M. HADDAD Georges

* * * *

Par décret du Président de la République en date du 19 mars 1984 (JO du 27 mars 1984) Monsieur Jean-Claude MASCLÉT admis au concours d'agrégation de droit public, a été nommé et titularisé en qualité de professeur et affecté à l'université d'Angers.

Monsieur Jean-Jacques ISRAËL, admis au concours d'agrégation de droit public, a été nommé et titularisé en qualité de professeur et affecté à l'université de Lille II.

* * * *

Par arrêté du ministre de l'Education Nationale en date du 2 décembre 1983, Monsieur le Professeur Jean BOUVIER a été admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 1er octobre 1984 (J.O. du 7 février 1984).

Le premier colloque France Etats-Unis a eu lieu du 17 au 20 octobre 1983 à Clark University (Worcester, Mass). Les professeurs Beaujeu-Garnier, Philippe Pinchemel représentaient l'université Paris I. La délégation comprenait également Paul Claval (Paris IV), Bernard Marchand (Paris VIII), Gérard Dorel (Paris XII). Les problèmes évoqués ont été ceux des développements récents de la géographie (quantitative, culturelle, sociale...).

Le même groupe de géographes a été invité à la Société de Géographie de New York et au siège de l'Association des Géographes Américains (AAG) à Washington. Au cours de ce séjour, les rencontres ont été nombreuses avec divers collègues et professeurs aux Etats-Unis. L'organisation avait été préparée par le professeur Anne Buttimer, pendant plusieurs années associée à Clark et actuellement en mission de recherche à l'université de Lund (Suède).

Le Personnel administratif

SITUATION DES POSTES BUDGETAIRES ATOS

Lettre adressée par le Président de l'Université au Ministère de l'Education Nationale concernant la situation des postes budgétaires dans l'université.

Je souhaite attirer votre attention sur la situation difficile que connaît l'université de Paris I depuis la rentrée 1983 :

1° Les suppressions de postes, les refus de recrutement et de suppléances nous ont contraints à supprimer ou suspendre 27 fonctions administratives ou techniques. Malgré les efforts de réorganisation des services, le dévouement de nos personnels et les solutions transitoires recherchées, ce déficit important non résorbé ne saurait être toléré plus longtemps sans de très sérieuses difficultés dans les mois à venir pour le fonctionnement de toutes les missions de notre établissement.

Il est à cet égard urgent que soient autorisés :

- le recrutement :

a) Sur les postes d'agents contractuels de type CNRS :

- 1 3A n° 11 053 P (occupé par Mme VINCENT - retraite au 29/4/1984)
- 1 1D n° 11 142 L (occupé précédemment par M. LOISEAU, démissionnaire au 1/12/1983)
- 1 6D n° 11 206 F (occupé par Mme RAMBEAU, retraite au 6/1/1984)
- 1 8B n° 00 799 U (occupé précédemment par M. GHIVALLA)
- 1 8B n° 22 346 (occupé précédemment par M. DEMANGE)

b) sur le poste d'agent contractuel administratif :

- 1 3e catégorie n° 3100 00 180 (occupé précédemment par M. CHATELAIN, démissionnaire au 10/12/1983).

c) sur les postes affectés à la sécurité du Centre P. Mendès-France qui ont déjà fait l'objet de nombreuses correspondances :

- 1 2B (occupé précédemment par M. MASSARD, retraite au 30/9/1983)
- 1 3B (vacant)
- 1 3B (vacant)
- 1 6B (vacant)
- 1 agent contractuel administratif 4e catégorie (occupé précédemment par M. GUIBERT, retraite au 12/11/1983).

En ce qui concerne les postes de catégories 2B et 3B, il nous est impossible de trouver des candidats répondant aux conditions de titres exigés pour cette catégorie alors qu'ils possèdent par ailleurs toutes les qualifications professionnelles requises pour ce type d'emploi très spécifique.

S'agissant du poste de type 6D, il a été absolument impossible de recruter des pompiers qualifiés à ce niveau de rémunération.

Le poste d'agent contractuel administratif 4e catégorie correspondant au même profil d'emploi que les précédents est "gelé" au recrutement.

d) sur les postes d'agents de service des services extérieurs :

- 1 vacant au 26/5/1984 (Mme DUARTE Maria)
- 1 vacant au 1/4/1984 (M. ANJUBAULT Robert)

- les suppléances :

- de Mme MICHEL, contractuelle type CNRS 7B en disponibilité
- de Mme BLANCHE, SASU en congé post-natal
- de M. DINH, Commis en congé de longue durée.

2° L'examen prévisionnel de la rentrée 1984 vient en outre accentuer les tensions qui s'expriment déjà avec vigueur dans l'établissement. En effet, 6 postes vacants de titulaires apparaissent supprimés, par défaut de publication aux B.O. n° 4 et n° 10 concernant le mouvement des personnels, et nous redoutons de nouveaux "gels" sur près de 16 postes susceptibles d'être vacants à la rentrée 1984.

Afin d'examiner avec vous les possibilités de déblocages immédiats et à terme des postes concernés, je vous saurai gré de bien vouloir m'accorder une audience.

FORMATION PERMANENTE DES PERSONNELS ATOS

Les cours de préparation au concours de Commis se sont terminés le 26 mars. La date des épreuves n'est toujours pas fixée par le Ministère ; nous en informerons les stagiaires dès la parution au B.O.

Le 29 mai les cours de préparation au concours de SASU seront suspendus ; ils reprendront du 18 septembre au 16 octobre. L'inscription au concours a lieu en général de la mi-juin à fin août.

Trois de nos collègues ont été reçues définitivement au concours de SASU : Mesdames DOUMERG, LEBLANC et MANNEQUIN.

Vous recevrez très bientôt une circulaire vous invitant à participer à un stage de secourisme qui aura lieu soit en mai, soit en juin. Il donnera lieu à l'obtention du B.N.S. (Brevet National de Secourisme) sans avoir à signer un contrat d'engagement.

Nous nous proposons aussi de vous offrir de courts stages d'initiation à l'électricité ou à la plomberie, mais nous aimerions savoir si vous êtes intéressés (es).

Pour tout renseignement complémentaire ou idée à soumettre, appeler
Mme LESIEUR au 329.21.40 poste 610.

LISTE DES STAGES ORGANISES PAR LE CENTRE D'EDUCATION PERMANENTE ET POUVANT ACCUEILLIR LES PERSONNELS DE PARIS I

Compréhension de la vie administrative

- Durée : 3 jours
- Dates : 3, 10, 17 mai 1984.

Droit du travail

- Durée : 6 jours
- Dates : 9, 10, 11 et 16, 17, 18 mai 1984.

Droit de la sécurité sociale

- Durée : 6 jours
- Dates : 2, 3, 4 et 9, 10, 11 Mai 1984.

Droit des affaires

- Durée : 6 jours
- Dates : 24, 25 avril ; 2, 3, 9, 10 Mai 1984.

ECONOMIE

Initiation à l'économie

- Module I : 15, 16, 17 Mai 1984 jeu de l'Ile
- Module II : Les entreprises 4, 5, 6 juin 1984.
- Module III : La crise 19, 20, 21 juin 1984.

Les problèmes monétaires

- Durée : 3 jours
- Dates : 28, 29, 30 mai 1984.

Gestion immobilière

- Module II : Définition et gestion du patrimoine existant : Mars 1984.
- Module III : Locations : Dates : avril 1984.
- Module IV : Mutations, dates : mai 1984.

Conseils et Commissions

* Elus au Conseil d'Université :

M. le Professeur Yves GUYON (UER 05) Collège I, en remplacement de M. le Professeur AZOULAI.

M. Jean Philippe DAMAIS (UER 08) Collège II, en remplacement de M. MARESCAUX.

* Vie des instances administratives :

27 mars 1984	Conférence des directeurs d'U.E.R.
28 mars 1984	Bureau du Conseil.
17 avril 1984	Commission "Vie de l'étudiant"
20 avril 1984	Commission de la pédagogie
20 avril 1984	Commission des finances (Budget de l'exercice 1984).

24 avril 1984

Conseil d'Université (au Centre Malher)

Ordre du jour : Budget de l'exercice 1984 ;

Décisions budgétaires modificatives

Création d'un Institut Universitaire d'Etudes
Juives.

Informations administratives

Monsieur le Professeur Romuald SZRAMKIEWICZ ayant demandé à être déchargé de la direction du Centre d'Education Permanente, l'arrêté du 10 avril 1984 a pourvu provisoirement à son remplacement :

Article 1 : L'intérim de la direction du Centre de Formation Permanente de l'université est assuré par le Président du Conseil d'Administration, Président de l'Université.

Article 2 : Monsieur Olivier AUDEOUD, maître-assistant, est nommé Directeur délégué, chargé de la réforme des statuts du Centre et de la gestion.

Article 3 : Ces nominations prennent effet au 16 avril 1984 pour une durée maximale de 12 mois.

* * *

Le Conseil de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, dans sa séance du vendredi 10 février 1984, sur la proposition de son président, Monsieur Jacques SOPPELSA, a décidé d'offrir à tous les étudiants de l'université des enseignements d'initiation aux problèmes de défense.

Ces enseignements pourront être intégrés, à titre optionnel et facultatif, dans les cursus de toutes les disciplines et pourront faire partie du programme de formation des maîtres. Ils seront mis en place dès la prochaine rentrée universitaire (octobre 1984).

Il s'agit de la première extension dans l'enseignement supérieur des propositions contenues dans le protocole d'accord Défense-Education Nationale, signé par MM. Charles Hernu et Alain Savary.

Il a décidé également la création d'un enseignement intitulé : "Introduction aux études canadiennes".

Cet enseignement pourra être intégré à tout niveau dans les formations existantes, soit à titre obligatoire, soit en option.

Cette création est le premier aboutissement de négociations franco-canadiennes visant à mettre en place une chaire d'études canadiennes à l'université de Paris I pour favoriser notamment en France une connaissance plus approfondie des réalités du Canada contemporain.

Enfin, un enseignement relatif aux "activités physiques et sportives" sera intégré dans toutes les filières des formations du premier cycle ; cet enseignement sera proposé en option ou en U.V. supplémentaire. Le Président a souhaité marquer ainsi, dans l'esprit de la politique de Madame le ministre de la Jeunesse et des Sports l'importance qu'il attache aux activités physiques et sportives dans la formation de base de tous les étudiants.

Informations... Informations... Inf¹³

LU AU J.O., AU B.O.

- J.O.

- Loi du 26 janvier 1984 relative à la fonction publique territoriale.
- Loi du 11 janvier 1984 relative à la fonction publique de l'Etat.
- Décret du 30 décembre 1983 fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements scientifiques et technologiques.
- Arrêté du 26 décembre 1983 fixant le calendrier de l'année scolaire 1984-1985.
- Loi du 4 janvier 1984 relative au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant.
- Loi du 3 janvier 1984 relative à la cessation d'activité des agents de l'Etat.
- Loi du 24 février 1984 portant réforme de la formation professionnelle continue.
- Loi du 20 février 1984 relative au statut de la magistrature.
- Décret du 19 mars 1984 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires C et D.
- Décret du 12 mars 1984 portant publication de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- Circulaire du 10 avril 1984 portant application de la loi du 11 janvier 1984 relative à la fonction publique de l'Etat.

* * * *

B.O.

- B.O. n° 3 - Calendrier de l'année scolaire 1984-1985.
- B.O. n° 13 - Formation des élèves-instituteurs.

PUBLICATIONS

Les Publications de la Sorbonne :

"*La puissance en Europe (1938-1940)*",
 sous la direction de René GIRAULT et Robert FRANK
 Actes du colloque international de Sèvres 14-18 avril 1982 "La perception de la
 puissance en Europe occidentale à la veille de la seconde guerre mondiale"
 avec le concours d'historiens allemands, britanniques, français et italiens,
 sous le patronage du Centre d'Histoire de la France contemporaine.

"*Interpréter pour traduire*" ,

Danica SELESKOVITCH et Marianne LEDERER
 Publié avec le concours des Universités de Paris III et Paris XII
 En coédition avec Didier ERUDITION.

"*Les essais de Montaigne. Miroir et procès de leur temps*"

Géralde NAKAM
 Témoignage historique et création littéraire.
 En coédition avec les éditions NIZET.

Bulletin de l'Institut d'histoire économique et sociale :

J. Cl. PERROT : *Le despotisme de la raison dans les Utopies économiques*
 de M. GOYON de la PLOMBANIE.

François ROUBAUD : *Partition économique de la France dans la première moitié*
du XIXe siècle (1830-1840).

Janine LEVAIN, Jacques ROUGERIE, André STRAUS : *Contribution à l'étude des*
mouvements de "longue durée" : la croissance de l'industrie
lainière en France au XIXe siècle : ses allures et ses dé-
terminants (première partie).

Nos collègues publient :

Ed. JOUVE "Les nouveaux parlementaires européens. Radiographie des groupes
 politiques du parlement européen".
 Collection "Perspectives économiques et juridiques" Editions ECONOMICA.

Xavier GREFFE *Territoires en France. Les enjeux économiques de la décentralisation.*
 Editions ECONOMICA.

J. CONQUY BEER-GABEL "Informatisation du Tiers Monde et coopération internationale".
 La Documentation française.

DISTINCTIONS

LEGION D'HONNEUR : décret du 19 avril 1984. J.O. du 22 avril 1984

- Madame Simone ROZES, Premier président de la Cour de Cassation, membre du Conseil de notre université a été promue officier.
- Monsieur le Professeur Antoine PROST a été nommé chevalier.

NOMINATIONS

Madame le professeur J. BEAUJEU-GARNIER qui a été élue, en 1983, président de la Société de géographie (Paris) a été également nommée membre associé de la Société de géographie italienne (Rome), la Société de géographie de Lisbonne et de l'Association des géographes des Etats-Unis dont le siège est à Washington.

Madame le Professeur Michèle FARDEAU a été nommée par arrêté en date du 17 janvier 1984 membre de la commission des comptes de la santé (J.O. du 13 mars 1984).

Monsieur le Professeur Jean Pierre JOBARD a été nommé par arrêté du 1er mars 1984 membre du jury du concours pour le recrutement de professeurs des universités ouvert dans la discipline de sciences de gestion (J.O. du 7 mars 1984).

Monsieur le Professeur Pierre BIRNBAUM a été nommé par arrêté en date du 7 mars 1984 membre du jury du concours pour le recrutement de professeurs des universités ouvert dans la discipline de Science politique (J.O. du 13 mars 1984).

Par arrêté du ministre de l'Education Nationale en date du 14 mars 1984 ont été nommés au Comité des travaux historiques et scientifiques :

. M. le Professeur Jean JACQUART, président de la section d'histoire moderne et contemporaine.

. M. le Professeur P. GEORGE, membre de l'Institut, président de la section géographie (J.O. du 28 mars 1984).

Monsieur le Professeur Jean Luc AUBERT a été nommé par arrêté du Garde des Sceaux, ministre de la justice en date du 28 mars 1984, membre du jury du premier concours d'entrée à l'Ecole nationale de la magistrature pour la session de l'année 1984 (J.O. du 10 avril 1984).

Monsieur le Professeur Pierre BAUCHET a été nommé par arrêté en date du 15 février 1984, vice-président du Conseil supérieur de la marine marchande pour une durée de trois ans (J.O. du 23 février 1984).

Monsieur le Professeur Christian GAVALDA a été renouvelé dans ses fonctions à la commission de contrôle des films cinématographiques par arrêté du ministre délégué à la culture en date du 22 mars 1984 (J.O. du 6 avril 1984).

THESES

DOCTORAT D'ETAT

1) DROIT

M. BORELLO Marc, le Jeudi 8 mars 1984, Centre Panthéon.

"La justice contractuelle en droit anglais"

Directeur : M. le Professeur TUNÇ

Jury : M. le Professeur GHESTIN, Mme NAGOURNEY, M. le Professeur STOLJAR, M. le Professeur TALLON.

M. ABDEL ALL Ali Sayed, le 10 mars 1984, Centre Panthéon

"De l'irresponsabilité a la responsabilité de l'état du fait de la fonction juridictionnelle. Etude comparative du droit français et du droit égyptien".

Directeur : Mme le Professeur PISIER-KOUCHNER.

Jury : MM. les professeurs BENOIT, CHEVALLIER, JOUVE. Mme DREYFUS.

Mme HELOU ép. SAADE Marie-Claude, le 26 mars 1984, Centre Panthéon.
"Le concordat préventif en droit libanais et en droit comparé".
 Directeur : M. le Professeur Y. GUYON
 Jury : MM. les professeurs ANTAKI, DUPICHOT, SCHMIDT. Melle le professeur G. VINEY.

M. Jean-Pierre CHAUCHARD, le jeudi 3 mai 1984, Centre Panthéon.
"La conception française de la négociation et de la convention collectives de travail".
 Directeur : M. le Professeur G. LYON-CAEN.
 Jury : MM. les professeurs BLANC-JOUVAN, VERDIER, M. MURCIER, Melle le professeur G. VINEY.

2) LETTRES

M. Pierre SIGNOLES, le 9 mars 1984, Centre Sorbonne.
"Tunis et l'espace tunisien".
 Directeur : M. ROCHEFORT
 Jury : MM. DALMASSO, AYDALOT, SIMON-GILDAS. Mme BEAUJEU-GARNIER.

M. Thierry BIANQUIS, le 10 mars 1984, Centre Sorbonne.
"Damas et la Syrie sous la domination fatimide, 359-468/969-1076".
 Directeur : M. CAHEN.
 Jury : MM. GARCIN, ELISSEEFF, MIQUEL. Mme AHRWEILER.

M. Daniel TOLLET, le 17 mars 1984, Centre SORBONNE.
"Marchands et hommes d'affaires juifs dans la Pologne des Wasa (1588-1668)".
 Directeur : M. COQUIN.
 Jury : MM. J.CI. PERROT, BEAUVOIS, WYCZANSKI, POLIAKOV.

M. Jean HEFFER, le 17 mars 1984, Centre Sorbonne.
"Le port de New-York et le commerce extérieur américain 1860-1900".
 Directeur : M. FOHLEN.
 Jury : MM. VIGARIE, CROUZET, BOUVIER, LEVY-LEBOYER.

M. Jean-Paul CHARVET, le 23 mars 1984, Centre Sorbonne.
"Les pôles de production de grains des latitudes tempérées. Analyse géographique de quelques exemples".
 Directeur : Mme BONNAMOUR.
 Jury : MM. SOPPELSA, BRUNET, BERGMAN, FEL, MORDILLAT

Mme Suzy LEVY, le 2 mai 1984, Centre Sorbonne.
"Odilon Redon et le Messie féminin à la lumière des sources inédites : Journal de Ricardo Viñes. Lettres à André Bonger".
 Directeur : M. GUIOMAR.
 Jury : MM. SECRET, POULAT, DORIVAL, FOUCARD, HAMMACHER. Mme PINTO.

M. Bruno AHANDA TANA, le 3 mai, Centre Sorbonne.
"L'humanisme dans la théorie marxiste".
 Directeur : M. MATHERON.
 Jury : MM. DESANTI, LABICA, THILLET, BIDET.

Colloque "LES STRATEGIES DU JAPON" organisé par l'Université de Paris I, l'Institut du Pacifique et l'Institut National d'Etudes de Défense et de Désarmement (INSED) le Jeudi 24 et le Vendredi 25 mai, Salle Liard en Sorbonne.

Programme : Ouverture du Colloque par M. Jacques SOPPELSA, Président de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne.

Matinée du Jeudi 24 mai 1984 de 9h 30 à 12h 30

Les stratégies économiques

Président de séance : Son Excellence M. Christian d'AUMALE, Ambassadeur de France.

1. La montée en puissance du Japon, par M. Jacques GRAVERAU, Professeur à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales.
2. Le Japon, puissance technologique, par M. Marc DUPUIS, Professeur à l'Université de Paris VI.
3. Les nouveaux enjeux, par Mme Denise FLOUZAT, Professeur à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne.

Après-midi du Jeudi 24 mai 1984 de 15h 00 à 18h 30

La place du Japon dans les systèmes de défense

Président de séance : M. Jacques SOPPELSA, Président de l'INSED.

1. Les relations avec les Etats-Unis, par M. Jean ESMEIN, Maître de Conférences à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.
2. La politique de défense, par le Général Henry EYRAUD.
3. Défense et sécurité : perspectives, par le Général (CR) Pierre Marie GALLOIS.

Matinée du Vendredi 25 mai 1984 de 9h 00 à 12h 30

La politique extérieure du Japon

Président de séance : M. Georges ORDONNAUD, Président de l'Institut du Pacifique.

1. Exposé de M. Hiroshi UCHIDA, Ambassadeur du Japon à Paris :
"La politique extérieure du Japon".
2. France et Japon : Bilan et perspectives, par Son Excellence M. Christian d'AUMALE, Ambassadeur de France, co-Président du groupe des Sages franco-japonais.

Les conclusions générales du Colloque seront tirées par M. Georges ORDONNAUD.

* * * *

Colloque "NATIONALISATIONS ET FORMES NOUVELLES DE PARTICIPATION DES OUVRIERS A LA LIBERATION (1944-1951)" organisé par le Centre de Recherche d'Histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme, les 24, 25, 26 mai 1984 en Sorbonne, à la Salle des Commissions.

Programme :

Jeudi 24 mai 1984, 14 h : Bienvenue de Madame le Recteur.

"LES NATIONALISATIONS "SAUVAGES" A LA LIBERATION

Présidence : Jean BOUVIER. Introduction générale par Jean BOUVIER

- A. PROST : Esquisse d'un bilan vu du Ministère de l'Industrie.
 R. TREMPE : Le cas toulousain.
 C. ANDRIEU : Montluçon.
 R. MENCHERINI : Les aciéries du Nord à Marseille.
 Ch. MAHIEU : La Compagnie Fives-Lille.

Vendredi 25 mai 1984, 9h 30

LE DISCOURS SUR LES NATIONALISATIONS

Présidence : René REMOND

- J.J. BECKER : Le PCF et les nationalisations.
- S. BERSTEIN : La SFIO et les nationalisations.
- A. BERGOUNIOUX : La CGT et les nationalisations.
- M. LAUNAY : La CFTC et les nationalisations.
- L. LE VAN-LEMESLE : Le discours des économistes.
- G. GROUX : Les cadres.

Vendredi 25 mai 1984, 14h 30

LES DIFFERENTES NATIONALISATIONS

Présidence : François CARON

- A. LACROIX-RIZ : Le discours de l'Etat.
- Cl. ANDRIEU : Les banques et les assurances.
- A. BELTRAN : EDF/GDF.
- P. FRIDENSON : Le cas Renault .
- G. RIBEILL : Le précédent de la SNCF.
- R. TREMPE : Les charbonnages.

Samedi 26 mai 1984, 9h 30

LES PROBLEMES TRANSVERSAUX

Présidence : Pierre BAUCHET

- H. BROCHIER : Le modèle de gestion.
- P. BAUCHET : La place des entreprises nationalisées dans l'économie.
- J. Ch. ASSELAIN : Les flux financiers liés aux nationalisations.
- G. CAIRE : La gestion sociale.

Conclusion générale : Pierre BAUCHET : Des nationalisations de 1945 à celles de 1982.

CELLULE ACCUEIL-INFORMATION-ORIENTATION

SESSION D'AIDE A L'INSERTION PROFESSIONNELLE :

Lundi 14, Mercredi 16 et jeudi 17 mai - Centre Pierre Mendès France

REUNION D'INFORMATION GRANDES ECOLES :

Institut Supérieur des Affaires (I.S.A.)

Jeudi 3 mai - 12h à 14h. - Centre Panthéon, salle 15, sous-sol.

ACTUALITE DU FONDS DOCUMENTAIRE :

Nouvelles acquisitions (documents disponibles en salle d'auto-documentation) :

- "La recherche, un métier", revue Avenirs, n° 346.
- "Devenir ingénieur", revue Avenirs, n° 347-348.
- "Concours accessibles avec le baccalauréat" - ONISEP.
- "Comment préparer les grandes écoles de commerce et de gestion - Editions SIGMA -84.
- "Les perspectives de l'informatique dans l'administration", rapport du Secrétaire d'Etat auprès du premier ministre de la fonction publique - Alain SOULOUMIAC - juillet 1983 - La documentation française.